



## **UNION REGIONALE DES FRANCAS DES PAYS DE LA LOIRE**

Association loi 1901  
Siège social : 15, boulevard de Berlin  
44040 NANTES

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**



## UNION REGIONALE DES FRANCAS DES PAYS DE LA LOIRE

Association loi 1901

Siège social : 15, boulevard de Berlin  
44040 NANTES

Exercice clos le 31 décembre 2025

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'assemblée générale,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Union Régionale des Francas des Pays de la Loire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

##### **Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note I « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les immobilisations et amortissements afférents.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article A.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne, le 28 mai 2026

audit france

Commissaire aux Comptes

Représenté par Hervé Willi  
Commissaire aux Comptes

## BILAN

ACTIF	31.12.2025			31.12.2024	PASSIF	31.12.2025	31.12.2024
	Brut	Amort. & Dépréciation	Net				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					<b>FONDS PROPRES</b>		
Immobilisations incorporelles	42 519	42 519			Fonds propres (avant affectation)	439 165	394 724
Terrains					Résultat de l'exercice	-14 742	44 441
Constructions	3 443	2 159	1 283	1 628	Subventions d'investissement	500 000	500 000
Matériels d'activités	27 231	24 413	2 818	4 620	Total	924 423	939 165
Autres immobilisations corporelles	321 689	285 525	36 164	48 510	<b>FONDS DEDIES &amp; PROVISIONS</b>		
Immobilisations en cours					Fonds dédiés	36 467	34 200
Créances rattachées à des participations	799 064		799 064	799 064	Provisions pour risques		6 372
Autres prêts et titres immobilisés	438 529	30 706	407 823	404 105	Provisions pour charges	268 280	311 876
Dépôts et cautionnements	2 130		2 130	1 838	Total	304 747	352 448
Total	1 634 605	385 323	1 249 282	1 259 765			
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>DETTES</b>		
Stocks					Emprunts et dettes assimilées	515 909	600 255
Usagers - clients	225 120	4 390	220 731	342 107	Fournisseurs	66 005	81 343
Comptes courants Réseau	182 671	100 000	82 671	85 873	Dettes fiscales et sociales	160 832	153 558
Autres créances	22 341		22 341	20 424	Comptes courants Réseau	13 032	1 937
Charges constatées d'avance	40 571		40 571	38 244	Autres dettes	30 431	38 660
Trésorerie	420 804		420 804	441 201	Produits constatés d'avance	21 020	20 247
Total	891 508	104 390	787 118	927 848	Total	807 230	896 000
<b>Total</b>	<b>2 526 113</b>	<b>489 713</b>	<b>2 036 400</b>	<b>2 187 613</b>	<b>Total</b>	<b>2 036 400</b>	<b>2 187 613</b>

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens		
Prestations de service	1 899 722	1 947 808
Subventions d'exploitation	90 843	95 927
Dons et Mécénat		405
Contributions financières	162 079	117 695
Reprises sur dépréciations et provisions	111 225	122 596
Produits des cessions d'immobilisations		
Utilisations des fonds dédiés	34 200	34 300
Autres produits	272 488	255 179
Total	<b>2 570 556</b>	<b>2 573 910</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	836 419	833 082
Aides financières	115 947	96 538
Impôts et taxes	73 858	80 263
Salaires	852 997	871 744
Cotisations sociales	348 086	346 547
Dotations aux amortissements	16 287	17 982
Dotations aux dépréciations	102 160	
Dotations aux provisions	61 257	80 116
Valeurs comptables des immobilisations cédées		
Reports en fonds dédiés	36 467	34 200
Autres charges	137 576	164 671
Total	<b>2 581 053</b>	<b>2 525 143</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>-10 497</b>	<b>48 767</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Produits financiers	2 280	2 913
Reprises sur dépréciations et provisions	3 718	3 874
Total	<b>5 997</b>	<b>6 787</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Charges financières	10 133	11 004
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total	<b>10 133</b>	<b>11 004</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (II)</b>	<b>-4 135</b>	<b>-4 217</b>
<b>RESULTAT COURANT (I + II)</b>	<b>-14 632</b>	<b>44 550</b>
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)</b>		
Impôts sur les bénéfices	110	109
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)</b>	<b>-14 742</b>	<b>44 441</b>

<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature et prestations en nature	36 000	39 000
Bénévolat	72 500	72 700
Total	<b>108 500</b>	<b>111 700</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature	36 000	39 000
Personnel bénévole	72 500	72 700
Total	<b>108 500</b>	<b>111 700</b>

au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 qui dégage un déficit de -14 742,36€

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les comptes annuels composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe forment un tout indissociable.

Objet social de l'association :

- gérer la formation (action déconcentrée de la Fédération Nationale) et, en ce sens, de donner à l'équipe régionale les moyens de travailler,
- gérer les moyens affectés à l'activité régionale de la délégation,
- gérer éventuellement les actions en coopération de tout ou partie des départements qui composent l'unité régionale.

## I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

L'exercice 2025 est déficitaire. Les faits marquants sont les suivants :

- pour tenir compte des difficultés financières importantes rencontrées par l'AD 53 sur 2025 et qui se poursuivent sur 2026, une provision pour dépréciation des créances de l'AD à hauteur de 100 000 € a été comptabilisée au 31/12/2025 ;
- baisse des prestations de la formation professionnelles de -11.01% et hausse des prestations de la formation habilitée de 16.63%.

## II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an.

Changement de méthode comptable : Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

## III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

### 1. Immobilisations incorporelles et corporelles

#### a) Tableau de variations des immobilisations

Valeurs brutes	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Logiciels informatiques	42 518,80			42 518,80
Terrains				
Constructions et agencements	3 442,78			3 442,78
Matériel d'activités	27 230,61			27 230,61
Agencements & aménagements divers	19 809,51			19 809,51
Matériel de transport	31 900,00			31 900,00
Matériel informatique Mobilier de bureau	274 377,07	1 794,48	6 191,91	269 979,64
Immobilisations en cours				
<b>Total</b>	<b>399 278,77</b>	<b>1 794,48</b>	<b>6 191,91</b>	<b>394 881,34</b>

#### b) Acquisitions et désinvestissements

Acquisitions :

- 3 écrans FP et 1 écran fonctionnement général
- 1 disque station NAS
- 1 téléphone portable direction

Diminutions :

- 6 ordinateurs portables FP et 1 fonctionnement général

c) Tableau de variations des amortissements,

Amortissements	Taux linéaire	Début	Dotations	Reprises	Fin
Logiciels informatiques	33%	42 518,80			42 518,80
Constructions et agencement	5%	1 815,12	344,28		2 159,40
Matériel d'activités	33% à 20%	22 611,03	1 801,78		24 412,81
Agencements & amén. divers	10%	19 809,51			19 809,51
Matériel de transport	25%	13 881,33	4 660,00		18 541,33
Matériel informatique+mobilié	33%	243 885,76	9 480,51	6 191,91	247 174,36
	20%				
<b>Total</b>		<b>344 521,55</b>	<b>16 286,57</b>	<b>6 191,91</b>	<b>354 616,21</b>

2. Immobilisations financières

	Montant	- d'1 an	+ d'1 an
Créance rattachée à la participation SCI « Les Francas » (Subvention équipement Ville de Nantes*)	500 000,00		500 000,00
Créance rattachée à la participation SCI Les Francas (Financement nouveau siège social sur emprunt UR**)	299 064,24		299 064,24
Titres SCI Francas (a)	363 686,28		363 686,28
Titres Crédit Coopératif (32 parts)	487,95		487,95
Autres prêts (C.I.L (c))	74 354,79	6 417,54	67 937,25
Dépôts et cautionnements (d)	2 130,30		2 130,30

\* conventions Ville de Nantes et de compte courant SCI « Les Francas » / UR des Pays De Loire / AD Loire Atlantique (44)

\*\* Crédit Municipal de Nantes / UR PDL : contrat prêt de 25 ans de 610 000 € avec acte de nantissement sur les 1120 parts détenues dans la SCI Les Francas par l'UR PDL. 492 000€ reversés en 2019 à la SCI – compensation avec créance liquide et exigible de l'UR sur la SCI en titres UR SCI 192 935.76€ (cf. ci-dessous).

(a): parts sociales de la SCI « Les Francas » (propriétaire des locaux occupés par l'AD de Loire Atlantique et l'UR des Pays de Loire): 1120 parts de 1 000 Frs = 1 120 000 Frs = 170 750.52 € (soit 56 % des parts de la SCI)

+ 444 nouvelles parts de 434.54€ = 192 935.76€. Soit un nouveau total de 1564 parts représentant 64% des parts de la SCI au 26/09/2020. Leur valeur vénale se situe au-dessus de leur valeur nette comptable.

(c) : dépréciés à hauteur de 30 706.39€ pour prendre en compte l'érosion monétaire (prêts N remboursables en N+20 ans)

(d) : Letetree Entrammes 53 Dépôt Garantie Loyers +révision +avenant 1950.30€ et Centre Annexe Nantes Self Stockage 150€.

3. Stocks – Néant

4. Usagers - clients

	Brut	Dépréciations	Net
Usagers	214 837,30	2 160,44	212 676,86
Usagers douteux	2 229,50	2 229,50	0,00
Usagers non encore facturés	8 053,67		8 053,67
<b>Total</b>	<b>225 120,47</b>	<b>4 389,94</b>	<b>220 730,53</b>



## 5. Comptes courants Francas

N° structure	Nom	Montant
4500000	Fédération nationale	1 440,77
4500200	UR Nouvelle Aquitaine	2 028,28
4500450	AD 50 Manche	498,00
4500500	UR Bourgogne Franche-Comté	2 676,97
4500600	UR Bretagne	45 665,31
4500635	AD 35 Ille et Vilaine	512,00
4500656	AD 56 Morbihan	437,00
4500718	AD 18 Cher	2 103,81
4500745	AD 45 Loiret	609,50
4501944	AD 44 Loire Atlantique	8 559,96
4501953	AD 53 Mayenne (a)	81 219,81
4501972	AD 72 Sarthe	19 597,48
4501985	AD 85 Vendée	17 322,27
	<b>Total</b>	<b>182 671,16</b>

(a) Pour tenir compte des difficultés financières importantes rencontrées par cette AD sur 2025 et qui se poursuivent sur 2026, une provision pour dépréciation à hauteur de 100 000€ a été comptabilisée au 31/12/2025.

## 6. Autres créances

Subventions à recevoir	5 699,01
Fournisseurs avoirs	188,36
Partenaires liés à la Formation Habilitée et autres	6 896,37
Produits à recevoir dont liés à Uniformation	9 556,96
	<b>22 340,70</b>

## 7. Charges constatées d'avance

Maintenance réseau informatique	21 941,78
Maintenance logiciels	11 439,40
Maintenance copieurs	3 192,60
Divers frais de fonctionnement général et liés aux activités	3 997,71
	<b>40 571,49</b>

## 8. Trésorerie

Crédit Coopératif compte principal	242 082,71
Crédit Coopératif FH	7 522,77
Crédit Coopératif FP Région	9 713,82
Crédit Coopératif Livret A	86 181,19
Crédit Coopératif Livret Associations	75 303,45
	<b>420 803,94</b>

## IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

### 1. Fonds propres

Les fonds propres sont le cumul des résultats dégagés depuis la création de l'association.

439 165,49€-14 742,36€ (déficit 2025) = 424 423,13€

### 2. Subventions d'investissement

Désignation	Brut	Taux	Net au début	Reprises	Net à la fin
Ville de Nantes subvention Investissement nouveau siège social SCI « Les Francas »	500 000,00				500 000,00
<b>Total</b>	<b>500 000,00</b>				<b>500 000,00</b>

### 3. Fonds dédiés

	Début	Dotations	Reprises	Fin
DRAJES FDVA UPE		2 266,66		2 266,66
RECTORAT Nantes Devoirs faits	34 200,00	34 200,00	34 200,00	34 200,00
<b>Total</b>	<b>34 200,00</b>	<b>36 466,66</b>	<b>34 200,00</b>	<b>36 466,66</b>

<b>4. Provisions</b>	<b>Début</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises (*)</b>	<b>Fin</b>
Provisions pour risques (b)	6 372,00		6 372,00	
Provisions pour risques A.D				
<b>Provisions pour risques</b>	<b>6 372,00</b>		<b>6 372,00</b>	
Engagement de retraite du personnel (a)	191 825,74	29 257,30	15 297,81	205 785,23
Provision pour charges diverses (c)	120 050,00	32 000,00	89 555,16	62 494,84
<b>Provisions pour charges</b>	<b>311 875,74</b>	<b>61 257,30</b>	<b>104 852,97</b>	<b>268 280,07</b>
Immo. financières (Prêts CIL)	34 424,12		3 717,73	30 706,39
Usagers	2 229,50	2 160,44		4 389,94
Autres débiteurs				
Comptes courants Francas		100 000,00		100 000,00
<b>Dépréciations</b>	<b>60 600,08</b>	<b>102 160,44</b>	<b>3 717,73</b>	<b>135 096,33</b>
<b>Total</b>	<b>378 847,82</b>	<b>163 417,74</b>	<b>114 942,70</b>	<b>403 376,40</b>

Dotations / reprises d'exploitation 163 417,74 111 224,97

Dotations / reprises financières 3 717,73

Dotations / reprises exceptionnelles

**Total 163 417,74 114 942,70**

(\*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet 95 224,97

(\*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet 19 717,73

**Total 114 942,70**

(a) : Conformément au règlement CNC n°2003-R.01 et à la convention collective de l'Animation, la provision pour engagements de retraite représente 1/4 de mois de salaire par année de présence jusqu'à 10 ans d'ancienneté et 1/3 au-delà pour l'ensemble des salariés en CDI ayant plus d'un an d'ancienneté, avec des charges patronales de 40%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision, hormis pour les personnels administratifs. En 2025 Dotations de 29 257,30€ et reprise de 15 297,81€ suite départ de personnel.

(b) : 2025 reprise provision 2024 Coriolis

(c) : 2023 provisions pour RH/mobilités stagiaires FP/ Evénements mouvements régionaux et départementaux ; congrès de Marseille

2024 : provisions pour charges congrès de Marseille militants des ADs et provisions pour charges part fixe aux ADs.

2025 : provision pour dépréciation compte courant AD53, provision pour charges part fixe 2025 aux ADs - Reprise provisions 2022 charges informatiques, reprise provisions 2023 mobilité FP, reprise provisions 2024 charges part fixe aux ADs, reprise provisions évènements/Congrès.

<b>5. Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>Début</b>	<b>Remboursement</b>	<b>Fin</b>	<b>- d'1 an</b>	<b>1 à 5 ans</b>	<b>+ 5 ans</b>
Autres emprunts (26/06/19-25 ans - 2044) CMN	500 173,35	21 270,80	478 902,55	21 691,48	115 064,31	342 146,56
Autres emprunts PGE (03/07/20- 5 ans report covid 03/07/2026)	100 081,52	63 074,65	37 006,87	37 006,87		
<b>Total</b>	<b>600 254,87</b>	<b>84 345,45</b>	<b>515 909,22</b>	<b>58 698,35</b>	<b>115 064,31</b>	<b>342 146,56</b>

## 6. Fournisseurs

Fournisseurs (dont factures non parvenues 6 600 €)

**66 005,17**

## 7. Dettes fiscales et sociales

Personnel	3 674,90
CSE	880,87
Congés payés	95 437,89
Urssaf	31 316,00
Caisse Prévoyance Chorum	3 609,32
Caisse Retraite Malakoff Médéric	8 521,17
Mutuelle MGEN	764,33
Médecine du travail Angers	57,83
Prélèvement à la source	1 277,00
Impôt sur les produits financiers	110,00
Taxe sur les salaires	5 583,00
Formation Professionnelle Unifformation	7 224,00
Taxe emploi Handicap AGEFIPH	2 376,00
	<b>160 832,31</b>

## 8. Comptes courants Francas

N° structure	Nom	Montant
4500629	AD 29 Finistère	750,60
4501949	AD 49 Maine et Loire	5 825,21
4501999	SCI UR Pays de Loire/AD 44 Loire Atlantique	6 456,67
<b>Total</b>		<b>13 032,48</b>

## 9. Autres dettes

Comptes usagers	11 911,00
Autres créditeurs	6 203,48
Frais des bénévoles	5 899,50
Charges à payer diverses (dont 5519,04€ liés à la FH)	6 417,00
	<b>30 430,98</b>

**10. Produits constatés d'avance** (dont 18 565 € liés à la FH) **21 019,90**

## V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### 1. Prestations de service

	Exercice clos			Exercice précédent		
	Quantité	Nb stagiaires	Montant	Quantité	Nb stagiaires	Montant
Formation habilitée	8 486 Journées	1 172	555 534,20	7 511 Journées	1 027	476 329,80
Formation professionnelle (hors subvention et autres prestations)	52 262,56 Heures	345	780 481,47	60 934,25 Heures	370	877 092,25
Autres			169 213,06			184 777,97
<b>Total Prestations</b>			<b>1 505 228,73</b>	<b>Total Prestations</b>		<b>1 538 200,02</b>

Type de Prestations	Exercice clos	Exercice précédent
<i>Accompagnement et Animation organisations affiliées aux Francas</i>	20 738,63	13 156,68
<i>Accompagnement Francas des Pays de Loire</i>	255 095,48	253 332,79
<i>Autres produits des activités annexes dont remboursement Uniformation</i>	118 658,87	143 118,31
<b>Total Prestations</b>	<b>394 492,98</b>	<b>409 607,78</b>

2. Subventions	Exercice clos	Exercice précédent
Ministère Education Nationale/ rectorat	57 000,00	57 000,00
DRAJES – FDVA	13 900,00	15 500,00
Conseil Régional	0,00	5 000,00
Conseil Départemental	0,00	0,00
Communes	0,00	0,00
Aides à l'emploi et service civique (ASP)	7 553,30	7 346,67
FONJEP	12 389,35	10 660,00
Autres subventions	0,00	420,00
<b>Total</b>	<b>90 842,65</b>	<b>95 926,67</b>

<b>3. Contributions financières</b>	<b>Exercice clos</b>	<b>Exercice précédent</b>
CFA FP	46 286,35	1 133,85
Fédération nationale – part fixe	95 000,00	95 000,02
Fédération nationale – part variable	18 292,50	20 841,49
Fédération nationale – OFAJ	2 500,00	0,00
<b>Total</b>	<b>162 078,85</b>	<b>117 695,36</b>

#### 4. Aides financières

	<b>Exercice clos</b>	<b>Exercice précédent</b>
AD 44 Fédération nationale	27 297,50	19 797,30
AD 49 Fédération nationale	22 045,70	16 208,00
AD 53 Fédération nationale	20 439,30	13 774,70
AD 53 FIDEC	0,00	13 000,00
AD 72 Fédération nationale	21 011,00	14 837,00
AD 72 Evénement militants	0,00	2 000,00
AD 85 Fédération nationale	24 748,00	16 921,20
AD 85 salon emploi	250,00	0,00
Fédération nationale – OFAJ	150,00	0,00
Hello asso	5,65	0,00
<b>Total</b>	<b>115 947,15</b>	<b>96 538,20</b>

#### 5. Produits et Charges exceptionnels

Néant.

Aucun événement exceptionnel et inhabituel survenu au cours de l'exercice.

Le journal officiel du 12/08/95 oblige les dispensateurs de formation professionnelle qui ont un statut de droit privé, à détailler les subventions reçues pour celle-ci dans les tableaux ci-après.

TABLEAU I Ressources de l'organisme

ORIGINE DES FONDS	Exercice clos		Exercice précédent	
	Montant en K€	%	Montant en K€	%
<b>I RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALAIRES ET DES PARTICULIERS</b>				
Entreprises	272,91	30,19	335,47	35,66
Etat, collectivités locales, étés publics	55,42	6,13	66,87	7,13
Entreprises: Via Uniformation, Fongecif, OMA, FAF	33,72	3,73	9,10	0,97
Particuliers	0,21	0,02	0,00	0,00
<b>Sous-total I</b>	<b>362,27</b>	<b>40,08</b>	<b>410,24</b>	<b>43,77</b>
<b>II RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS POUR PUBLICS SPECIFIQUES</b>				
Instances européennes	28,93	3,20	0,00	0,00
Etat	7,00	0,77	8,50	0,91
Régions	72,79	8,08	136,37	14,55
Autres ressources publiques, Pôle Emploi, collectivités territoriales	2,50	0,28	0,90	0,10
<b>Sous-total II</b>	<b>111,21</b>	<b>12,30</b>	<b>145,77</b>	<b>15,55</b>
<b>III AUTRES</b>				
Autres organismes de formation	404,10	44,71	360,38	38,45
Autres ressources produits	26,33	2,91	20,74	2,23
<b>Sous-total III</b>	<b>430,43</b>	<b>47,62</b>	<b>381,32</b>	<b>40,68</b>
<b>Total des ressources</b>	<b>903,91</b>	<b>100,00</b>	<b>937,32</b>	<b>100,00</b>

TABLEAU II Décomposition des actions par finalité

FINALITE DES ACTIONS	Exercice clos		Exercice précédent	
	Montant en K€	%	Montant en K€	%
Diplômantes (1)	726,15	80,33	836,16	89,21
Perfectionnement prof. et qualifiant(2)	54,33	6,01	40,93	4,37
Autres	123,43	13,65	60,23	6,43
<b>Total (incluant des contributions financières liées à la Formation Professionnelle )</b>	<b>903,90</b>	<b>100,00</b>	<b>937,32</b>	<b>100,00</b>

(1) Diplômes nationaux, titres homologués. (2) Certificats de branches, certificats d'entreprises, attestations.

## VI - AUTRES INFORMATIONS

### 1. Effectif

Salarié (hors "CEE")	Exercice clos		Exercice précédent	
	Effectif (1) au 31/12	E.T.P. (2) sur l'année	Effectif (1) au 31/12	E.T.P. (2) sur l'année
Cadres	6	6	8	6,56
Employés	16	14,93	18	14,99
Emplois aidés (CEC, E-Jeunes, ...)	1	1		
<b>Total</b>	<b>23</b>	<b>21,93</b>	<b>26</b>	<b>21,55</b>

(1) Effectif à la clôture quelle que soit la durée de travail (2) Equivalent Temps Plein : Temps plein = 1 820 H/an

"CEE"	Exercice clos		Exercice précédent	
	Nb de personnes	Nb de journées	Nb de personnes	Nb de journées
Contrat CEE	44	588	22	262

### 2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.

### 3. Engagement de crédit-bail et locations de longue durée

Loyers restant dus :

Photocopieurs KONICA OMR (contrats Nantes sur relevés)

Photocopieurs KONICA OMR (contrats locations Nantes/53/72/85 (9051.60€/an)

LETERTRE Entrammes 53 bail commercial 01/04/21 (9 ans) 3 bureaux 8 stationnements + Avenant 01/01/2024

location salles (2025 1265,18€/mois)

Iliane LEASCORP-FRANFINANCE loc. Firewall Stormshield 04/03/2025 au 01/03/2028 (456€x27M) 12 312,00

PSA/CREDIPAR Crédit-bail véhicule C3 FF613VK 30/09/22 au 31/10/26 (425,25€x10M) 4 252,50

GEMY/CGI FINANCE LOA véhicule C3 FJ516CQ 25/03/23 au 05/04/27 (215,18€x16M) 3 442,88

GEMY/CGI FINANCE/ Location LD véhicule C3 GW941CL 04/24-05/28 (259,70€x29M) 7 531,30

CENTRE ANNEXX NANTES SELF STOCKAGE BOX405 (contrat 10/12/2025 180€/M)

#### 4. Engagements hors bilan

*Cautions et hypothèques accordées par l'association :*

Des parts sociales détenues par l'UR dans la SCI « Les Francas » (1120 parts soit 56% du capital) sont nanties au profit du Crédit Municipal de Nantes dans le cadre de l'emprunt de 610 000 € contracté par l'UR Pays De Loire (PDL) d'une durée de 25 ans à compter du 24 juin 2019. L'UR PDL est liée à la SCI, par des conventions de comptes courants en date du 11 avril 2018.

*Engagements donnés :*

Les associations départementales des Pays de Loire ont participé et continuent de participer annuellement au financement des indemnités de départ en retraite des personnels chargés de mission employés par l'Union Régionale des Francas des Pays de la Loire et mis à disposition totalement ou partiellement auprès des associations départementales précitées. L'UR Francas des Pays de Loire s'est engagée à reverser aux ADs les sommes de ces indemnités en cas de départ des salariés concernés pour un motif autre que la retraite ou le licenciement (sauf pour faute).

L'Union régionale des Pays de la Loire des Francas s'est engagée conventionnellement à reverser à l'association départementale du Maine et Loire la somme de 14 554.58 € et à l'association départementale de la Mayenne la somme de 847.76€ en cas de départ de la Fédération nationale des Francas du Délégué national formation Bretagne Pays de la Loire pour un motif autre que la retraite ou le licenciement pour motif non privatif d'indemnité.

*En 2025, à la suite du départ du personnel chargé de développement de l'AD49, l'Union régionale des Pays de la Loire des Francas a reversé à l'AD49 et à l'AD53 leur participation au financement de l'indemnité de départ en retraite correspondante.*

*Engagements reçus :* La Fédération nationale des Francas s'est engagée conventionnellement à reverser à l'UR Pays de Loire la somme de 24 224.44 € en cas de départ du Délégué national formation Bretagne Pays de la Loire pour un motif autre que la retraite ou le licenciement pour motif non privatif d'indemnité.

#### 5. Contributions volontaires en nature

##### a) Mise à disposition gratuite (locaux, services) et prestations en nature internes et externes

En 2025 120 jours de mise à disposition de locaux valorisés à 36 000€ (écoles, centres loisirs pour BAFA-BAFD)

##### b) Bénévolat / Personnel bénévole

En 2025, le bénévolat est répertorié ainsi :

120 jours par les cadres militant.es valorisés à 12 000€ (les membres du bureau de l'UR / les membres du CA / Les participants aux conférences des ADs - commission / les responsables de session BAFA-BAFD)

280 jours par les militant.es valorisés à 28 000€ (les formateurs BAFA/BAFD)

262 jours par les bénévoles valorisés à 26 200€ (les certificateurs FP / intervenants)

Soit un total de 662 jours, ce qui représente environ 2,55 temps plein valorisés à 66 200€

En 2024 un total de 727 jours, ce qui représente environ 2,80 temps plein valorisés à 72 700€

En 2023 un total de 821 jours, ce qui représente environ 3.16 temps plein valorisés à 82 100€.